



Conseil économique et social

Distr. générale
13 décembre 2002
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme Quarante-septième session

3-14 mars 2003

Point 3 c) ii) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques
et mesures prises dans les domaines critiques et autres dispositions
et initiatives à prendre en la matière : participation et accès des femmes
aux médias et aux technologies de l'information et de la communication,
leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir
d'action des femmes et leur utilisation à cette fin**

**Déclaration présentée par l'Alliance internationale des femmes,
le Conseil international des femmes, la Fédération internationale
des femmes de carrières libérales et commerciales, l'Association
soroptimiste internationale et Zonta International, organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif général auprès
du Conseil économique et social; l'Associated Country Women
of the World, le Center for Women, the Earth, the Divine,
le Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles affectant
la santé des femmes et des enfants, le Conseil international
des femmes juives, le Conseil international des femmes,
la Fédération internationale pour l'économie familiale, le Conseil
national des femmes allemandes, Pax Romana, les Soeurs
enseignantes de Notre-Dame, les Femmes de l'Internationale
socialiste, l'Armée du Salut et l'Organisation internationale
des femmes sionistes, organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique
et social; et l'Union européenne féminine, organisation non
gouvernementale inscrite sur la Liste du Conseil**

* E/CN.6/2003/1.



Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

Participation et accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin

Nous, les organisations non gouvernementales internationales et nationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social citées en titre, membres du Comité des ONG sur la condition de la femme à Vienne, présentons à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme la déclaration suivante, pour information et examen.

Nous nous félicitons de la convocation du Sommet mondial sur la société de l'information à Genève en 2003 et à Tunis en 2005, et sommes fermement convaincues que la contribution des femmes à ce Sommet sera indispensable. Nous espérons que les conclusions mettront l'accent sur l'influence qu'ont les technologies de l'information et de la communication sur les femmes, ainsi que sur l'influence que les femmes peuvent avoir sur ces technologies. Nous sommes convaincues que la participation des femmes à l'élaboration des programmes d'enseignement et leur pleine intégration dans les professions informatiques revêt la plus haute importance.

Nous savons que les femmes qui ont une connaissance de base des technologies de l'information et de la communication sont prêtes à les utiliser. Nous savons aussi que les expériences réussies et positives de certaines femmes peuvent inciter d'autres femmes à étudier les technologies de l'information et de la communication et à s'en servir dans leur travail. Nous sommes conscientes du fait que les groupes de population défavorisés souffrent d'un retard pour ce qui est de l'accès à l'informatique et de la formation dans ce domaine, et nous nous félicitons que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication offre aux handicapés une chance d'intégration. Il convient d'insister sur l'importance des technologies de l'information et de la communication dans la lutte contre le chômage, en particulier celui des femmes.

Il est urgent de mettre en place des centres et des stages de formation en technologies de l'information conçus pour les femmes, qui pourraient contribuer à promouvoir l'égalité des sexes, tant sur le lieu de travail que dans les établissements d'enseignement. Par ailleurs, nous insistons sur le fait que ces derniers doivent former les enseignants afin qu'ils puissent dispenser un enseignement adapté aux femmes.

Nous constatons avec préoccupation que les femmes sont très largement sous-représentées dans les postes de direction et de gestion dans les médias, même lorsque des femmes journalistes ont des qualifications supérieures à celles de leurs homologues masculins. Nous déclarons que les femmes doivent être présentées dans les médias comme des personnes à part entière. Nous nous élevons contre l'image qui fait des femmes des objets décoratifs ou des créatures écervelées.

Nous appelons les femmes journalistes à s'entraider et à oeuvrer en faveur de la promotion de leurs consoeurs, à mettre en place des réseaux d'expertes compétentes et à les faire largement connaître au public.

Nous appelons les États Membres :

- À encourager les autorités et les établissements d'enseignement à axer les programmes d'études de journalisme dans une optique tenant davantage compte des sexospécificités;
 - À encourager les autorités nationales et locales à fournir des points d'accès aux technologies de l'information et de la communication, par exemple en installant des terminaux publics, afin d'offrir aux femmes un accès facile et gratuit à ces technologies;
 - À rendre les systèmes d'information et de communication accessibles aux femmes handicapées.
-